

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM**

25 avenue Kennedy  
BP2287  
68100 Mulhouse

Références : 0006702209\_20221221\_UIOM\_Sausheim\_Vi  
Code AIOT : 0006702209

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM implanté 1 route de Chalampé 68390 SAUSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM
- 1 route de Chalampé 68390 SAUSHEIM
- Code AIOT : 0006702209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une usine de valorisation énergétique (incinérateur de déchets non dangereux : ordures ménagères, déchets d'activités économiques, Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), ...).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance environnementale ;
- rejets atmosphériques en dioxines/furanes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets atmosphériques - Dioxines et furanes	AP Complémentaire du 26/08/2021, article 4 & 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/09/2014, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 12/05/2005, article 8.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une non-conformité relative au montant cautionné pour les garanties financières.

Considérant que la prochaine attestation à présenter en 2023, couvrira le montant prévu, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Concernant les rejets en dioxines, des non-conformités ont été mises en évidence au niveau de la ligne 2 sur les mesures en semi-continu. Toutefois, les mesures réglementaires ponctuelles sont conformes et, au regard des conclusions des investigations menées par l'exploitant, les non-conformités apparaissent liées à des anomalies engendrées par le dispositif de prélèvement.

En conséquence, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Des éléments complémentaires sont attendus.

Concernant la surveillance environnementale, les suivis réalisés n'ont pas mis en évidence d'incidence significative de l'installation.

Toutefois, les méthodologies mises en oeuvre, ainsi que les points de surveillance retenus font l'objet d'observations. Dans ce cadre, des prescriptions complémentaires sont proposées afin que l'exploitant justifie la surveillance mise en oeuvre.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2005, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux selon une fréquence annuelle. Une étude de dispersion atmosphérique réalisée par un bureau d'étude compétent détermine l'implantation des points de mesures destinés à surveiller l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Le programme (méthode de mesure dans l'environnement, points de prélèvements et de mesures) est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la surveillance environnementale, l'exploitant fait réaliser les suivis suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- mesure des poussières en suspension PM10, des métaux dans les PM10 et des dioxines/furanes dans l'air ambiant (Rapport Biomonitor de février 2022 - campagne 2021) ;</li><li>- prélèvements dans les lichens et analyse des dioxines et des éléments traces métalliques (Rapport Air Lichen).</li></ul> <p>A la date du contrôle, l'exploitant ne disposait pas encore des résultats des suivis réalisés en 2022.</p> <p><b>Résultats des surveillances réalisées en 2021</b></p> <p><b>Prélèvements dans les lichens</b> Concernant les prélèvements de lichens, ils sont réalisés au niveau de 5 stations (2 situées au sud-ouest : Neumatt à 0,8 km et Bartholdi à 1,7 km ; 2 à l'est : Kart à 0,9 km et D55 à 2,8 km ; une au nord-est : Grunhütte à 5,1 km). Les vents dominants soufflent en direction du nord-est, mais il existe également une influence en direction du sud-ouest. Pour 2021, le rapport Air Lichens de septembre 2021 conclut que les résultats de la surveillance réalisée en 2021 ne montrent pas de retombées nécessitant des recommandations (selon les critères définis par le bureau d'étude). Un point singulier est observé au niveau de la station Kart, avec une valeur légèrement significative en PCDD/F, sans toutefois nécessiter de recommandations d'après les critères du bureau d'étude. Sur le long terme (2012 à 2021), la courbe d'inclination maintient une décroissance nette. Les retombées métalliques présentent également une stabilité d'ensemble sur les dernières années.</p> <p><b>Mesure de la concentration dans l'air</b> Concernant la surveillance dans l'air, elle est réalisée au niveau de trois points de mesure (VNF à 1,2 km au sud / sud-est, la STEP à 0,4 km à l'est / nord-est et le stade ACSP à 0,9 km à l'est / nord-est). Les mesures réalisées par Biomonitor en 2021 ne mettent pas en évidence d'impact des rejets de l'usine d'incinération sur l'environnement et la qualité de l'air au cours de la période analysée.</p> <p><b>Remarques sur la méthodologie mise en oeuvre</b> Après examen des rapports présentés, et sur la base des préconisations du guide INERIS "Surveillance dans l'air autour des installations classées", l'Inspection émet les remarques suivantes (voir détail en observation) :</p>

- Concernant les prélèvements de lichens :
  - le positionnement des stations n'est pas justifié (notamment pour les prélèvements de lichens) et il est discutable dans certains cas, soit du fait du positionnement par rapport à la source au regard des vents dominants, soit du fait de la distance à la source par rapport aux résultats de l'étude de dispersion. De plus, dans l'étude Aair Lichen, aucune station témoin n'est identifiée ;
  - pour les prélèvements de lichen, le guide de l'Ineris préconise des prélèvements en septembre - octobre en évitant les périodes de pluie. Les prélèvements ont été réalisés en juillet ;
  - la rose des vents présentée dans le rapport est établie sur la base de la rose des vents des relevés Météo France à Mulhouse en 2020. Il n'est pas justifié qu'elle est représentative des conditions observées en 2021 dans les mois précédant les prélèvements ;
- Concernant les mesures de concentration dans l'air :
  - le guide de l'INERIS précise les matrices à prélever en fonction des polluants recherchés. Les méthodes de mesure de concentration dans l'air ne sont pas recommandées pour le suivi des dioxines (page 11 du résumé technique) ;
  - au cours de la période de mesure, la ligne 2 a été arrêtée du 4 au 8 décembre inclus, soit plus de la moitié de la durée de la période de mesure, à la suite d'un arrêt non programmé ;
  - pour les mesures en PM10 et en métaux, le taux d'exposition aux vents en provenance de l'installation est au maximum de 41,7 % pour la station la plus exposée ;
  - la rose des vents présentée dans le rapport a été construite à partir des données modélisée au niveau de Illzach (3,7 km de l'installation) issues de MeteoBlue. Il n'est pas justifié que ces données sont représentatives de la situation du site (mesures comparatives, les données utilisées sont-elles issues d'une station météo ou modélisées ?, ...) ;
  - Concernant la période de mesure, les mesures ont été réalisées en décembre. A cette période, les résultats des mesures peuvent être biaisés par les émissions associées au chauffage ;
  - Concernant les durées d'échantillonnage, la durée de la campagne de mesure a été d'environ 8 jours. Le guide préconise :
    - pour les techniques de mesure de mise en œuvre simple, une durée cumulée de l'ensemble des prélèvements d'au minimum 14 % de l'année. Cette couverture temporelle est assurée en réalisant 2 à 4 campagnes de mesure de 15 jours/un mois dans l'année ;
    - pour les techniques de mesure complexes, générant un nombre élevé d'échantillons à analyser, de réduire la durée des campagnes à 10 jours ;
    - A cet égard, l'Inspection note que des techniques de mesure de mise en œuvre simple permettraient une meilleure couverture temporelle.
- Concernant les résultats de l'étude de dispersion (1995), il n'est pas acquis que les conclusions soient encore valides. En effet, après examen des rapports de surveillance des émissions en dioxines/furanes en 2021, les températures moyennes d'évacuation des fumées sont significativement supérieures à celles prises en compte dans l'étude de dispersion et les vitesses moyennes d'éjection sont supérieures à celles prises en compte dans l'étude de dispersion, notamment pour la ligne 2. Enfin, l'étude de dispersion ne présente pas de carte des retombées.

Sur la base de ces constats, il convient que l'exploitant justifie les dispositions mises en œuvre dans le cadre de la surveillance environnementale et, le cas échéant, qu'il les adapte au regard des recommandations du guide précité.

L'Inspection propose de compléter les prescriptions relatives à la surveillance environnementale (objectifs, formalisation et justification du programme de surveillance, ...). Un projet d'arrêté préfectoral sera transmis en ce sens.

#### **Observations :**

#### **Observations relatives au positionnement des points de surveillance**

Concernant le positionnement des stations de prélèvement des lichens, l'Inspection émet les observations suivantes :

- aucune station témoin n'est explicitement identifiée dans l'étude et le choix des stations n'est pas justifié dans le rapport ;
- la station D55 est située à l'est et paraît être peu sous l'influence des vents. De plus, elle est située à proximité du complexe industriel Peugeot, lui-même susceptible d'être à l'origine d'émissions industrielles ;
- les stations Neumatt et Kart, sont situées en bordure des zones sous-influence ;
- la station Grünhutte est située à une distance très importante de l'installation.

L'exploitant a présenté le rapport Aair Lichen de 2012 pour justifier de l'implantation des stations de prélèvement. Ces éléments appellent les remarques suivantes :

- le rapport précise que Neumatt et Kart correspondent à des stations de proximité. L'Inspection observe qu'elles sont situées en bordure des zones d'influence ;
- le rapport précise que les stations D55 et Grünhutte correspondent aux vents dominants. L'Inspection observe que ces stations sont situées à des distances importantes de l'émissaire de rejet ne correspondant pas potentiellement aux zones de retombées maximales (respectivement 2,8 km et 5,1 km) et que D55 n'est pas située dans la zone exposée aux vents dominants observés au cours des dernières années.

Concernant le positionnement des points de mesure de concentration dans l'air, l'Inspection note que d'après l'étude de dispersion, le point "STEP" est peu exposé aux retombées compte tenu de sa distance par rapport à la source, notamment dans les conditions automnales / hivernales qui correspondent à la période de mesure.

#### **Observations relatives aux objectifs de la surveillance environnementale**

L'Inspection rappelle que la surveillance environnementale doit permettre de disposer des résultats de mesures permettant de déterminer si les retombées locales des émissions atmosphériques présentent une incidence pour l'environnement, la santé humaine, ... en comparaison à des valeurs repères validées par des organismes reconnus.

Les valeurs de gestion qui ont pu être établies par des bureaux d'études n'ont fait l'objet d'aucune validation et ne peuvent pas être utilisées pour l'exploitation d'une surveillance environnementale.

En accord avec le guide d'accompagnement du guide de surveillance dans l'air de l'INERIS de 2021, il est recommandé de compléter la surveillance en utilisant les matrices de dépôts atmosphériques par collecteur de retombées, voire de la bio surveillance active par ray-grass (toutefois moins adaptée en milieu urbain) qui ont des valeurs repères reconnues. Les lichens constituent toutefois un complément intéressant dans le cadre de la surveillance (notamment dans l'éventualité d'un dysfonctionnement de l'installation).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques - Dioxines et furanes**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/08/2021, article 4 & 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dioxines

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

##### **Prescription contrôlée :**

-Article 4 :

L'exploitant procède à la mesure en semi-continu des dioxines et furanes prévues à l'article 28 b-1 de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié, à partir d'échantillons constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de deux semaines.

-Article 5 :

L'exploitant fait réaliser chaque mois l'analyse réglementaire sur une période de 6 heures des

dioxines et furanes, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

- Article 8.2 de l'arrêté du 12 mai 2005

Paramètres	Valeur ng/m <sup>3</sup>	Flux annuel
Dioxines et furanes	0,1 ng/m <sup>3</sup>	0,5 g/an

La concentration en dioxines et furanes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furanes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

**Constats :** Il a été constaté que l'exploitant fait réaliser la double surveillance prévue comprenant :

- des mesures en semi-continu sur cartouches AMESA ;
- des prélèvements ponctuels par un organisme externe à une fréquence mensuelle.

Les résultats des contrôles sont présentés en annexe.

Concernant les prélèvements ponctuels, les résultats sont conformes sur les lignes 1 et 2. L'Inspection note toutefois que les résultats des contrôles prévus en novembre et en décembre n'étaient pas disponibles lors du contrôle.

Concernant les mesures en semi-continu, tous les résultats sont conformes sur la ligne 1. Sur la ligne 2, de nombreux résultats de mesures sont supérieurs à la valeur limite d'émission (aucune valeur conforme depuis juillet 2022 ; valeurs comprises entre 0,1493 ng/Nm<sup>3</sup> et 0,5749 ng/Nm<sup>3</sup>).

Considérant les différences observées entre les résultats des deux méthodes, l'exploitant a fait réaliser des investigations sur son dispositif de mesure en semi-continu, ainsi que des mesures comparatives "préleveur AMESA" versus "mesures ponctuelles par un organisme externe" (prélèvements sur cartouche sur une durée identique à la durée de prélèvement des contrôles externes).

Les mesures comparatives ont mis en évidence d'importants écarts au niveau des résultats sur la ligne 2 avec des résultats pouvant être 3 à 4 fois plus importants sur les mesures en semi-continu.

L'exploitant a fait réaliser des investigations complémentaires sur le dispositif de mesure en semi-continu au cours de la période septembre – octobre. Ils ont mis en évidence plusieurs anomalies :

- encrassement à l'intérieur de la canne de prélèvement ;
- dysfonctionnement du rétro-soufflage ;
- dérive du capteur gaz.

A la suite de ces investigations, l'exploitant a mis en oeuvre des actions correctives sur le dispositif de mesure AMESA en octobre :

- nettoyage de la canne de prélèvement ;
- remplacement de certains équipements spécifiques internes ;
- réparation du système de rétro-soufflage.

L'Inspection note toutefois que les résultats des mesures en semi-continu réalisées sur la période du 03 novembre au 02 décembre 2022 n'ont pas été conformes.

Par courriel du 10 janvier 2023, l'exploitant a indiqué que de nouvelles mesures comparatives sont prévues sur la ligne 2 début 2023.

Elles seront complétées par des mesures en trois points sur la ligne 2 (sortie électrofiltre, sortie laveur, sortie cheminée) afin d'évaluer les taux d'abattement des traitements opérés.

Par ailleurs, l'exploitant a également indiqué avoir anticipé le remplacement des catalyseurs DENOX-DEDIOX sur les lignes 1 (juin 2022) et 2 (septembre 2022).

**Observations :** A ce stade, considérant les résultats des investigations menées par l'exploitant, les anomalies relevées dans le cadre des mesures en semi-continu semblent relever de

dysfonctionnements du système de prélèvement. En conséquence, il n'est pas proposé de suites administratives.
Il convient que l'exploitant présente, <u>dans un délai de trois mois</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>un bilan des mesures réalisées en semi-continu et par un organisme externe, sur une période de quatre mois après mise en oeuvre des actions correctives sur le dispositif de mesures en semi-continu ;</li> <li>les éléments de contexte sur les périodes où sont en place les cartouches (nombre d'arrêts/démarrage, quantité et qualité journalière de déchets traités, température de combustion, maintenance, ...) pour chaque période de mesure ;</li> <li>les résultats des analyses prévues début 2023 (mesures comparatives, analyses en trois points), leurs conclusions et les éventuelles actions correctives complémentaires prévues.</li> </ul> <p>En tout état de cause, il convient que l'exploitant justifie que le dispositif de mesure en continu est opérationnel et représentatif dans le même délai.</p> <p>Il est rappelé que l'article 4 de l'arrêté du 26 août 2021 prévoit la mesure en semi continu des dioxines et furanes à partir d'échantillons constitués de prélèvements de gaz sur une période de deux semaines. Les durées d'échantillonnage mises en oeuvre sont supérieures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant : pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 : 955655 €.
<b>Constats :</b> Par lettre du 20 juin 2022, l'exploitant a présenté un justificatif de cautionnement des garanties financières (attestation d'inscription budgétaires des garanties financières) pour un montant de 986550,37 €. <p>L'exploitant a réactualisé le montant à cautionner en fonction de l'évolution de l'indice TP01 pour la période 2019 – 2024 en 2019. L'évolution de l'indice TP01 a conduit à une augmentation du montant des garanties financières de 38619,22 €, soit un total de 994274,22 € à cautionner.</p> <p>L'Inspection a constaté que l'exploitant a lissé l'augmentation induite par l'augmentation de l'indice TP01 sur une période de cinq ans (le montant cautionné est augmenté annuellement d'1/5 de l'augmentation induite).</p> <p>Ceci n'est pas conforme. Le montant révisé calculé en 2019 aurait dû être cautionné dans son intégralité dès la révision du montant des garanties financières dans le cadre du renouvellement des garanties financières.</p>
<b>Observations :</b> Chaque année, l'exploitant transmet un document attestant de l'inscription du montant des garanties financières sur le budget "Traitement des résidus urbains" du SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne. <p>Pour 2023, le montant cautionné correspondra au montant total prévu.</p> <p>Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant présente, dans un délai de trois mois, un document justifiant du cautionnement de l'intégralité du montant calculé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## ANNEXE

### I. Résultats des surveillances des rejets atmosphériques en dioxines/furanes (Valeur Limite d'émission : 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>)

Ligne 1				Ligne 2			
Cartouches AMESA (ng/Nm3)	Période d'échantillonnage	Contrôle externe (ng/Nm3)	Date Contrôle externe	Cartouches AMESA (ng/Nm3)	Période d'échantillonnage	Contrôle externe (ng/Nm3)	Date contrôle externe
0,0354	03/01 au 27/01	0,0089	27-28/01	<b>0,1194</b>	03/01 au 28/01	0,29	27-28/01
		0,0099	27-28/01			0,302	27-28/01
0,0271	27/01 au 24/02			0,0592	28/01 au 24/02		
0,047	24/02 au 24/03	0,017	04-05/03	<b>0,1038</b>	24/02 au 24/03	0,0261	04-05/03
0,0263	24/03 au 21/04	0,0101	07-08/04	0,0091	24/03 au 21/04	0,0594	07-08/04
0,045	21/04 au 19/05	0,0324	28-29/04	0,0605	21/04 au 19/05	0,0176	28-29/04
0,0612	19/05 au 16/06	0,0121	26-27/05	0,0681	19/05 au 16/06	0,023	26-27/05
0,0894	16/06 au 12/07	0,0189	07/07/22	0,0966	16/06 au 12/07	0,03	07/07/22
		0,0453	07/07/22			0,0837	07/07/22
0,0444	12/07 au 11/08	0,0181	08 au 09/08	<b>0,3112</b>	12/07 au 11/08	0,0343	08 au 09/08
0,0434	11/08 au 07/09	0,0224	07 au 08/09	<b>0,1493</b>	11/08 au 07/09	0,0207	07 et 08/09
0,0272	07/09 au 06/10	0,0057	06/10/22	<b>0,1633</b>	07/09 au 06/10		
0,0356	06/10 au 03/11			<b>0,5749</b>	06/10 au 03/11	0,0818	31/10/22
0,0223	03/11 au 02/12			<b>0,1708</b>	03/11 au 02/12		